

Non aux boîtes noires et brideurs de vitesse dans les voitures

À la veille du vote (mardi 16 avril) et à six semaines des élections européennes, la Ligue de Défense des Conducteurs adresse aux députés européens sa pétition "[Non au flicage permanent des conducteurs](#)", en passe de dépasser 150 000 signataires.

Ce mardi, un vote au Parlement européen risque de rendre obligatoire l'installation de dispositifs liberticides.

Il s'agit notamment d'une boîte noire qui devrait servir à enregistrer plusieurs types de données : vitesse, activation ou non des systèmes de sécurité, position GPS...

À cela s'ajoute le brideur automatique de vitesse : un dispositif qui limite automatiquement la vitesse du véhicule à la vitesse réglementaire. Un système désactivable... pour l'instant.

Une fois ces dispositifs installés dans le véhicule, qu'est-ce qui empêchera les autorités de contrôler les données du conducteur en temps réel ou a posteriori, en se connectant à la boîte noire ? Le conducteur pourrait alors être sanctionné pour la moindre infraction. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement français avait tenté de faire il y a trois ans, en 2016, dans un amendement au projet de loi de modernisation de la justice ^[1].

De plus, les compagnies d'assurance ne manqueront de faire pression pour obtenir l'accès à ces données, pour augmenter les primes d'assurance en fonction de la conduite de l'assuré.

Par ailleurs, l'installation de ces technologies dans les véhicules augmentera le prix des voitures : selon le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), « sur un modèle d'entrée de gamme, tous ces équipements rajoutent un coût considérable » ^[2].

Entre vitesse bridée automatiquement, surveillance permanente et enregistrement des données, l'avenir européen de la conduite fait peur à voir... Pour empêcher cet avenir, la Ligue de Défense des Conducteurs mène le combat et a adressé au Parlement européen sa pétition "[Non au flicage permanent des conducteurs](#)", qui a déjà recueilli en France plus de 148 000 signatures. À six semaines des élections européennes, l'association demande aux députés européens de s'opposer à ce projet liberticide dirigé contre les conducteurs.

^[1] <https://www.liguedesconducteurs.org/presse/surveillance-permanente-des-conducteurs-un-deni-de-democratie-pour-un-systeme-a-la-big-brother>

^[2] <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/data/47534/reader/reader.html#!preferred/1/package/47534/pub/69017/page/7>

Contact :

Non aux boîtes noires et brideurs de vitesse dans les voitures

Ligue de Défense des Conducteurs

01.43.95.40.20

contact@liguedesconducteurs.org

<http://www.liguedesconducteurs.org>

<http://www.activroute.org/>